



# Élections présidentielles en France. Falsification, mensonges, trahison : colère !

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 08 mai 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

## 1 - Les irrégularités dans le scrutin du premier tour des élections présidentielles

Le premier tour des élections présidentielles françaises du 23 avril 2017 a été marqué par de troublantes et nombreuses irrégularités : bugs, erreurs, radiations inopinées à la veille des élections attribuées à un « problème matériel indéterminé » en provenance du site du gouvernement « [servicepublic.fr](#) »...

Répartis sur toute la France, des milliers d'électeurs se sont retrouvés dans l'incapacité d'exercer leur droit de vote. Les raisons données à ce « mystère » vont du « bug informatique », au « retard important dans les transferts de documents » et pour le plus grand nombre de ces irrégularités, « une radiation non informée » dont les modalités sont plus que suspectes. Ces nombreux électeurs ont découvert qu'ils étaient privés de leur droit de vote au moment d'aller voter, c'est-à-dire au dernier moment, dans le bureau de vote même où ils étaient habitués à voter ! Pour d'autres cas, 500.000 citoyens ont reçu deux cartes électorales !

Pourquoi des bulletins de Macron et de Fillon étaient-ils déjà placés dans les enveloppes à Paris, par exemple ? Pourquoi a-t-on découvert des radiations de masse dans certaines villes comme Strasbourg ? Pourquoi a-t-on annulé des suffrages dans 12 communes de France pour « irrégularités » inexplicables et inexpliquées ? Pourquoi des personnes n'ayant jamais déménagé, se sont-elles retrouvées radiées des listes électorales ? Pourquoi les procurations envoyées par de nombreux expatriés ne sont jamais arrivées à destination ? Pourquoi la loi qui garantit le droit de vote des citoyens n'a-t-elle pas été respectée lorsque les victimes de ces étranges dysfonctionnements ont réclamé une intervention des tribunaux compétents ?

Ce qui est très clair désormais, c'est que les Institutions ne garantissent absolument rien. Tout ce système a été piégé et les citoyens sont traités avec mépris comme dans les dictatures. Tous ceux qui ont subi cet arbitraire révoltant, partagent un profond sentiment de trahison par les Institutions. Le Pouvoir en place a tout calculé pour faire en sorte que le seul candidat acceptable pour lui, soit d'office et obligatoirement en tête des premiers résultats. Cette élection nous a été assurément volée.

La possibilité de contestation d'une élection présidentielle est prévue dans la Constitution mais dans un délai de 48 heures après la divulgation des résultats. Le Conseil Constitutionnel peut donc théoriquement annuler un scrutin reconnu illicite. En vertu du décret n°2001-213 du 8 mars 2001, article 30 alinéa 3 « tout candidat peut [...], dans le

même délai de quarante-huit heures [après la clôture du scrutin], déférer directement au Conseil constitutionnel l'ensemble des opérations électorales ». Un citoyen peut donc théoriquement signaler des irrégularités dans le déroulement d'un scrutin et le faire annuler. Des centaines d'électeurs ont formulé une requête face aux radiations de masse. Pourquoi ont-elles toutes été rejetées ? Parce que c'est Fabius qui est le président actuel du Conseil Constitutionnel? La bande à Hollande tient tous les postes de contrôle : elle a donc beau jeu dans ce concert de la trahison de masse!

Tout cela est non seulement compliqué pour de simples citoyens, mais franchement impossible. Comment pourraient-ils, dans les faits, contester les élections et démontrer l'ampleur des irrégularités en l'espace de quelques heures? Il est évidemment impossible de démontrer l'importance des irrégularités sur un scrutin en 48 heures. En clair, le citoyen n'a aucun moyen de défendre ses droits.

Malgré cela, ils ont été nombreux à travers toute la France, à saisir leur juridiction au nom de la justice. À Strasbourg, les citoyens ont saisi la Cour de Cassation contre la décision du tribunal d'instance qui a rejeté leur recours, avec l'aide de l'avocate Sandra Isly, elle même concernée. Nous n'avons jamais été en démocratie mais c'est seulement maintenant que le peuple Français le découvre!

2 - Des informations essentielles volontairement ignorées par tous les medias pour protéger Bayrou donc Macron.

Nicolas Grégoire est un journaliste qui a publié les preuves de ses emplois fictifs à l'Assemblée nationale, et au Sénat, sous l'autorité de François Bayrou et de son Parti.

Fraîchement diplômé en journalisme européen, Nicolas Grégoire rejoignait François Bayrou qui avait besoin d'un rédacteur pour la revue politique de son Parti : « Démocratie Moderne », magazine du parti dont Bayrou était directeur de la publication.

Huguette Ducloux, directrice des services, informait je jeune journaliste : « Le parti n'a pas beaucoup d'argent, donc les parlementaires détachent des assistants pour nous aider... L'utilisation des fonds est à leur discrétion, mais si l'on vous demande ce que vous faites au parti, vous ne dites pas que vous y travaillez. Vous dites que vous êtes un militant ».

Le parti utilise couramment des motards de la gendarmerie nationale comme coursiers : ainsi il vit en utilisant les moyens publics et l'argent public. Puis le témoignage de Nicolas Grégoire aborde une litanie de pratiques scandaleuses mais courantes dans ce parti dirigé par Bayrou qui donne des leçons de morale à tout le monde aujourd'hui ! On est littéralement sidéré par l'importance de la corruption et le degré de perversion qui règne dans ce milieu, aux frais des contribuables qui, pendant ce temps de bombance des politiques maquereaux, subissent la violence de « l'austérité ». Tout y passe même des histoires très graves d'agression sexuelle contre des femmes employées pour le parti... La police elle-même a refusé de prendre la plainte de l'une d'entre elles!

Cette jeune femme avait forcément tort et on allait en plus de cela lui faire payer d'avoir tenté de faire respecter ses droits naturels ! Le mensonge et la manipulation s'en donnent à cœur joie : tout est permis pour ceux qui détiennent le pouvoir et n'ont aucun compte à rendre à personne. Si quelqu'un ne joue pas le jeu de la corruption pour en profiter un maximum, il est soupçonné et écarté voir maltraité, car il devient une menace implicite pour les pervers et magouilleurs au pouvoir.

Rémy le Gall, l'un des principaux responsables de ce parti, est devenu directeur de la communication de la mairie de Versailles. En 2012, il a été décoré Chevalier des Arts et Lettres pour des bandes dessinées qu'il a réalisées sur la politique. En 2016, il a enfin été condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel sur quatre de ses subordonnées. Au cours de son procès, on l'a décrit comme faisant « régner la terreur, la manipulation et le mensonge ».

« Je vois aisément, écrit Nicolas Grégoire, après des décennies d'impunité, pourquoi François Fillon ne comprend pas qu'on l'emmerde "pour des costards" ou son indemnité parlementaire. Sa réalité n'est pas la nôtre ».

Dans son livre "Les mains propres", publié en 2014, Corinne Lepage écrivait :

« Lorsque j'ai été élue au Parlement européen en 2009, le Modem avait exigé de moi qu'un de mes assistants parlementaires travaille au siège parisien. J'ai refusé en indiquant que cela me paraissait d'une part contraire aux règles européennes, et d'autre part illégal. Le Modem n'a pas osé insister mais mes collègues ont été contraints de satisfaire à cette exigence. »

Nicolas Grégoire ajoute dans son témoignage :

« Tu te rends compte que tu vas être diabolisé ? Tu ne pourras plus travailler nulle part, me dit un ancien du Figaro. Fonctionnement mafieux. Où seule la loyauté est récompensée. Et la trahison punie. Parfois jusqu'à la mort. "Qu'ils viennent. De toutes façons, je ne peux pas tomber de ma fenêtre, j'habite au rez-de-chaussée ! »

La collusion et la soumission médiatique sont totales vis à vis du pouvoir en place et du candidat Macron. Ce témoignage de Nicolas Grégoire montre également qu'il existe bel et bien une implication des services de renseignements dans la surveillance de ce lanceur d'alerte.

Ce témoignage datant du 2 avril 2017, le journaliste qui le publiait découvrait très vite les dessous d'une élection dans laquelle, jusqu'au sommet de l'Etat, tout était fait pour protéger Emmanuel Macron.

D'abord partagé par trois personnes, le témoignage se propageait ensuite sur les réseaux sociaux. La nouvelle importante faisait le tour de la France en un éclair.

Beaucoup de gens s'intéressaient à ce journaliste qui témoignait de la corruption dans le parti de Bayrou. Il avait les documents, les preuves et tout ce qu'il fallait pour confirmer ce qu'il révélait. « Oui, dit-il, il faut moraliser la vie politique. Mais Bayrou ne peut en être ni la caution, ni l'instrument ».

Marianne lui proposait de relayer son témoignage sur son site, mais deux jours plus tard c'est deux pages d'interview exclusive de François Bayou qui paraissaient et la première intention avait été enterrée sans commentaire.

Nicolas Grégoire contactait le Canard Enchaîné, Le Canard ne publiera rien, mais enchaînera les révélations sur Fillon et Le Pen.

Le 6 avril, pour répondre aux demandes des medias, il publiait toutes ses preuves sur Twitter. Il prenait certaines précautions concernant les originaux. Corinne Lepage, qui avait déjà dénoncé les emplois fictifs chez Bayrou, confirmait sur Twitter mais, deux minutes plus tard, elle se rétractait en supprimant son texte. A partir de là Nicolas Grégoire était carrément menacé jusque chez lui.

« Quand les autres rédactions bloquent le sujet, Hervé Chambonnière, grand reporter au quotidien régional Le Télégramme, mène son enquête. Avec sérieux, courant après le scoop, il analyse mes preuves, appelle mon ancienne secrétaire de rédaction. Qui lui confirme que je travaillais au parti. Il rend visite à Jean-Jacques Hyst et Ambroise Guellec, mes financiers. Qui nient me connaître et m'avoir embauché. "Après 1988, impossible !" lui jure Hyst. Avant de retrouver la mémoire, devant un CDI signé de sa main. » (Nicolas Grégoire : fictif)

Quatre jours après ces révélations, le Télégramme sortira en exclusivité un article d'une page.

Aussitôt, Bayrou se protège et crie à « l'élucubration ». Sylvain Maillard, porte parole d'En Marche, suit Nicolas Grégoire sur Twitter. L'AFP ne publiera rien. Le 10 avril, Europe 1 contactait le journaliste, organisait un enregistrement puis, mystérieusement le laissait tomber.

Le 12 avril, France Info l'invitait à la matinale. Là encore, le projet était mystérieusement abandonné sans explications valables. Le même jour, le Nouvel Observateur manifestait son intérêt pour le sujet explosif. Mais personne ne le rappellerait ! En revanche le Nouvel Observateur couvrait consciencieusement les affaires Fillon et Le Pen.

« L'enthousiasme fait place à l'impatience. Puis à l'indignation. J'interpelle journalistes et rédactions sur Twitter. "Et ça, pourquoi vous n'en parlez pas ?" Je contacte les quotidiens. Ils connaissent mon papier, que de nombreux journalistes ont relayé sur les medias sociaux. J'envoie des mails à des adresses souvent bien cachées. En y mettant des pisteurs très sophistiqués. Certains ne les détectent pas. A Libération, l'Express, on ouvre mon mail, on clique sur ma tribune. Je les vois faire en direct. Et il ne se passe rien. D'abord réservé, Hervé Chambonnière finit par partager mon incrédulité. "C'est fou. Personne ?" Ce qui n'était qu'une possibilité devient pour moi une évidence : on protège François Bayrou. Mais surtout, via lui, Emmanuel Macron. La bonne société parisienne a choisi son candidat. » (Nicolas Grégoire)

Le 20 avril, Nicolas Grégoire constate que son ordinateur a été manipulé. Il n'a plus le contrôle sur ses fichiers. Des pans entiers de son disque dur ont été effacés. En pensant tout d'abord à un piratage il constate ensuite qu'il a fallu un accès direct à l'ordinateur. Quelqu'un s'était donc introduit chez lui. Ce genre de chose « illégale » ne peut se faire qu'à partir des services de la DGSJ qui ont voulu manifestement déstabiliser Nicolas Grégoire. Il est évident qu'une « illégalité » de cette nature ne peut être risquée que couverte par les soins de l'Elysée !

Ainsi, François Fillon et Marine Le Pen étaient malmenés par les medias pendant que le clan Macron brillait d'innocence. François Bayrou se livrait sans vergogne à des leçons d'honnêteté ! Aucun media pourtant tous avertis, n'allait évoquer ni de près ni de loin la perversion des gens du camp Macron.

Le 24 avril, Mediapart sortait un article intitulé « La revanche de François Bayrou ». Mediapart disposant des preuves de Nicolas Grégoire, ne faisait aucune allusion aux affaires qui concernaient Bayrou. Mediapart a un parti pris contre le FN et donc ne voulait surtout pas gêner Macron et favoriser Marine Le Pen. Ce journalisme devient franchement écoeurant...

« En dénonçant Bayrou, je voulais changer la politique. Censuré, espionné, cambriolé, j'ai découvert que je ne pouvais pas gagner. » (Nicolas Grégoire)

3 - Quand la campagne tourne mal, on accuse la Russie de la saboter !

Margarita Simonian, rédactrice en chef de Sputnik et de RT, a déclaré que les deux medias déposeront plainte suite aux accusations portées contre eux par le QG d'Emmanuel Macron.

« Au moment de la déclaration par le parti de M. Macron concernant une prétendue « diffusion active » de l'information, Sputnik avait publié deux articles basés sur les déclarations publiques du parti En Marche! L'un contenait le démenti de Macron de l'information sur l'offshore, le second évoquait le dépôt de plainte. De plus, la déclaration des parties n'a pas du tout été évoquée sur les réseaux sociaux de Sputnik. Le QG d'En Marche n'a pas répondu à Sputnik au sujet des raisons de ces fausses accusations. Sputnik a l'intention de consulter ses avocats concernant les accusations mensongères permanentes du QG d'En Marche! » (M.Simonian)

Il s'agit là bien entendu d'une manipulation assez odieuse qui a pour but de détourner l'attention des citoyens.

Le QG de campagne d'Emmanuel Macron, candidat à la présidence française du mouvement En Marche, a accusé, sans preuves, les medias Sputnik et RT d'être impliqués dans la diffusion de l'information concernant la détention, par le candidat Macron, d'un compte offshore aux Bahamas. D'après le QG de Macron, cette information aurait été « activement diffusée » par les « pages des partisans » du président américain Donald Trump, ainsi que par des comptes qui soutiennent Vladimir Poutine, par exemple « Sputnik et RussiaToday ». On assiste en direct à de la pure diversion et à la manipulation des sensibilités subjectives ; procédé crapuleux qui jette la honte sur un pays comme la France, devenu capable de se rouler dans la boue encore une fois à l'image de ce qui s'est produit aux USA pendant les dernières élections! Le mensonge est devenu la « vérité » et la vérité est devenue le « mensonge », un délire complotiste...

Voici la lettre ouverte adressée à Mr Macron par Sputnik et RT.

Monsieur le candidat,

« La menace russe est partout »: nous sommes prêts à jouer à ce petit jeu tant que les journalistes qui travaillent pour Sputnik France peuvent continuer à exercer librement leur métier. Nous avons répondu à plusieurs reprises aux accusations infondées de la part de l'équipe de M. Macron, en invitant à chaque fois ce dernier et ses représentants au dialogue et à venir s'exprimer librement à notre antenne ou dans nos colonnes.

Si nous réitérons bien volontiers cette invitation, nous souhaitons aussi pointer du doigt une situation grave. Le jour du premier tour, nos journalistes n'ont pas pu travailler, comme le

faisaient des centaines de leurs collègues, en raison du rejet de la demande d'accréditation par le QG du candidat Macron.

Plusieurs rejets pour être précis.

D'après un porte-parole d'En Marche! Sputnik France ne peut être considéré « comme un organe de presse ni comme un media, mais réellement comme une agence de propagande d'État ». Le même porte-parole complimente Sputnik France en nous qualifiant de « phénomène assez singulier » et en assurant qu'il se tient « à la disposition » des autorités russes pour leur « expliquer pièces à l'appui » leur choix de ne pas accréditer Sputnik France.

Laissons d'ailleurs le QG d'Emmanuel Macron et le Kremlin se débrouiller pour communiquer entre eux. Mais puisque c'est de Sputnik France qu'il est question dans ces accusations, nous demandons que soient rendues publiques ces fameuses « pièces à l'appui », pour que les personnes (nous en l'occurrence) qui s'occupent quotidiennement du contenu de <https://fr.sputniknews.com/> et de notre journal radiophonique apprennent enfin où se trouvent les « fake news » sur ce site.

D'après les journalistes que nous sommes, ne vous en déplaise, il est pour le moins étrange d'affirmer sans cesse qu'il existe des preuves « de la fabrication de « fake news » par Sputnik France », mais de ne jamais les produire. À chaque accusation infondée, Sputnik a répondu honnêtement et de bonne foi, avec les preuves à sa disposition.

Pourquoi donc l'équipe du candidat Macron ne peut-elle pas se permettre la même chose?

Nous pouvons vous assurer qu'avec l'actualité internationale à traiter en continu, notre rédaction ne peut pas se payer le luxe de passer des heures à inventer des histoires concernant Emmanuel Macron, quand bien même nous en aurions envie.

Pour mémoire, Sputnik est une agence qui existe dans plus de 30 langues et 30 pays. Nous travaillons tous les jours en coordination avec nos collègues dans le monde entier, y compris dans les zones de guerre; ils écrivent tous les jours des articles, font des reportages, parfois au péril de leur vie et donnent des points de vue et des informations que la presse mainstream ne traite jamais. Allez donc leur dire qu'ils ne sont pas journalistes, comme vous l'évoquez.

Votre cheval de bataille, le « péril russe », rapportera très certainement encore quelques suffrages à Emmanuel Macron. C'est votre choix de mener une campagne électorale en partie fondée sur des clichés, au risque de laisser le public avec ces rengaines.

Mais ceci est après tout votre problème. Le plus grave dans cette histoire est de mettre en cause le professionnalisme et l'honnêteté de journalistes travaillant pour un media qui vous déplaît et de faire de celui-ci un bouc émissaire pour votre campagne électorale.

Vous qui reprochez au Front national d'entraver la liberté de la presse parce qu'il refuse d'accréditer certains de nos confrères, n'avez-vous pas le sentiment d'un léger manque de cohérence quand vous refoulez nos reporters de vos propres événements?

Terminons cette lettre par notre traditionnelle invitation à Emmanuel Macron et à son équipe à répondre à nos demandes d'interview et à venir nous présenter leurs preuves de fake news sur Sputnik France.

Peut-être pourront-ils en profiter pour nous donner leur commentaire sur le nombre important de proches du candidat qui ont été décorés alors qu'il était Secrétaire général adjoint à l'Élysée ou ministre de l'Économie, une information révélée par Sputnik France et qui n'a jamais fait l'objet d'accusation en fake news. » (Sputnik et RT)

## CONCLUSION

L'oligarchie au Pouvoir contrôle la population dans son ensemble et de manière beaucoup plus brutale que les apparences ne le laissent voir, tout en niant ouvertement la moindre revendication d'une « élémentaire » démocratie. Toute idée de Liberté, d'Égalité et de Fraternité n'habite absolument pas le Pouvoir. Le Pouvoir le fait maintenant savoir ouvertement, sans complexe, se moquant éperdument du choc considérable qu'un tel degré de corruption peut provoquer dans la conscience d'un peuple humilié par le mépris et l'arrogance d'une caste de criminels régnant sur sa destinée !

Nous allons vers une colère qu'il aurait été souhaitable d'éviter mais qu'il n'est plus possible d'éviter !

Jean-Yves Jézéquel

6 mai 2017

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Jean-Yves Jézéquel](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](#)

### A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)